La mise en commun des activités de recherche en Économie, Éducation et Études Urbaines de l'Université Quisqueya

Anie Bras, Abigaïl-Laure Kern, Raulin L. Cadet, Christophe Providence, Francklin Benjamin, Marc Prou

▶ **To cite this version:**

Anie Bras, Abigaïl-Laure Kern, Raulin L. Cadet, Christophe Providence, Francklin Benjamin, et al. (Dir.). La mise en commun des activités de recherche en Économie, Éducation et Études Urbaines de l'Université Quisqueya. Presses de l'Université Quisqueya, 2018. hal-01910450

HAL Id: hal-01910450
https://hal.science/hal-01910450

Submitted on 19 Nov 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Quisqueya

La mise en commun des activités de recherche en Économie, Éducation et Études Urbaines de l'Université Quisqueya

Sous la direction de :
Anie Bras,
Abigaïl-Laure Kern,
Raulin L. Cadet,
Christophe Providence,
Francklin Benjamin,
Marc Prou

PRÉ-ACTES DES SESSIONS DE L'UNIVERSITÉ QUISQUEYA

Haitian Studies Association
30e Conférence annuelle
Port-au-Prince, Haïti
8-10 novembre 2018

PressUniQ

Les éditeurs et modérateurs des Pré-Actes des quatre sessions :

1. Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU)

Villes du Sud et développement durable : Port-au-Prince au cœur des recherches sur la qualité de vie des populations urbaines

2. Centre de Recherche en Gestion et Économie du Développement (CREGED)

Banque et développement économique

3. Centre de Recherche en Gestion et Économie du Développement (CREGED)

L'accès aux services financiers en Haïti

4. Innoved et Centre d'Études et de Recherche en Éducation (CERED)

Gouvernance et management du système éducatif haïtien ; compétence et professionnalité des enseignants

5. Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ)

Symposium on Quality education: Realizing the Promise: Defining Quality for the Future of Education in Haiti

expriment leurs remerciements aux institutions suivantes :

Agence Universitaire de la Francophonie

Ambassade de France en Haïti

Haitian Studies Association

*Presses de l'Université Quisqueya (**PressUniQ**)*

Pour leur contribution à la réalisation de ce document.

Sommaire

Sommaire 3

Liste des éditeurs des Pré-Actes et auteurs des communications scientifiques 6

Notice biographique des éditeurs des Pré-Actes et des modérateurs des quatre sessions ... 8

SESSION EN ÉTUDES URBAINES – CRAPU 10

Villes du Sud et développement durable : Port-au-Prince au cœur des recherches sur la qualité de vie des populations urbaines 10

Anie Bras et Abigaïl-Laure Kern

La pollution sonore : entre le développement durable et la santé urbaine. Le cas de Delmas dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. 12

Neptune Prince, Anie Bras et Chantale Berdier

L'impact de la conception architecturale du logement sur la santé et le bien-être des ménages de la classe moyenne à Port-au-Prince. 13

Anne-Laurence Verret, Anie Bras et Abigaïl-Laure Kern

L'enjeu de l'eau dans les conditions sanitaires des populations vivant dans les quartiers précaires de Port-au-Prince : Le cas de Canaan 14

Yolette Jérôme, Anie Bras, Abigaïl-Laure Kern et Pascal Saffache

SESSION I EN ÉCONOMIE– CREGED 16

Banque et développement économique 16

Bénédique Paul et Raulin Cadet

Entrepreneurs 'Perception of Banks' Social Responsibility: A Haitian Case Study 17

Bénédique Paul, Ahmad H. Juma'h et Florys Dorante

La pénétration bancaire expliquée par le développement des villes d'Haïti..... 18

Raulin L. Cadet, Christophe Providence et Jean-Baptiste Anténord

SESSION II EN ÉCONOMIE – CREGED 19

L'accès aux services financiers en Haïti 19

Jean-Baptiste Anténord, Hubermane Ciguino et Christophe Providence

Accès aux biens et services des ménages aux revenus les plus faibles : un modèle microéconomique 20

Jean-Baptiste Anténord, Etienne B. de Villemeur et Raulin L. Cadet

Analyse de l'impact des programmes de microfinance dans la performance des microentreprises 21

Hubermane Ciguino et Bénédique Paul

Disparités spatiales et financement des biens et services publics de proximité en Haïti. Le cas des budgets communaux de 2017-2018 21

Christophe Providence

SESSION EN ÉDUCATION – CERED ET INNOVED 24

Gouvernance et management du système éducatif haïtien ; compétence et professionnalité des enseignants 23

Marc Prou, Sara Wolf, Anna Reeve et Francklin Benjamin

De la professionnalisation des enseignants du système scolaire haïtien: Éléments pour une réflexion 24

Francklin Benjamin

SYMPOSIUM ON QUALITY EDUCATION – INNOVED 26

Realizing the Promise: Defining Quality for the Future of Education in Haiti 26

Marc Prou and Sara Wolf

Annexes 28

Annexe 1 – Le Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) 28

Laboratoire conjoint du Réseau d'Excellence en Sciences de l'Ingénieur pour la Francophonie (RESCIF) 28

Présentation du CRAPU 28

Annexe 2 – Le Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement 31

Présentation du CREGED 31

Annexe 3 – ART-Dev - UMR 5281 33

Présentation de l'ART-DEV 33

Annexe 4 – Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ) 36

Présentation de InnovEd 36

Annexe 5 – Centre d'Etudes et de Recherche en Éducation (CERED) 38

Présentation du CERED 38

Liste des éditeurs des Pré-Actes et auteurs des communications scientifiques

Anténord, Jean-Baptiste
Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti
Université de Lille, Lille économie et management (LEM – CNRS UMR 9221), Lille, France
(Email : jb.antenord@gmail.com)
[Auteur]

Benjamin, Francklin
Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ), Port-au-Prince, Haïti
Université Quisqueya, Centre d'Etudes et de Recherche sur l'Innovation en Education et en Formation (CERED), Port-au-Prince, Haïti
(Email : francklinbenjamin29@gmail.com)
[Éditeur et auteur]

Berdier, Chantale
Université de Lyon, EVS (site INSA de Lyon), Villeurbanne, France
(Email : chantal.berdier@insa-lyon.fr)
[Auteur]

Bras, Anie
Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti
(Email : aniebrasjoseph@gmail.com)
[Éditeur et auteur]

Cadet, Raulin
Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti
(Email : cadetraulin@gmail.com)
[Éditeur et auteur]

Ciguino, Hubermane
Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti
(Email : ciguino78@yahoo.fr)
[Auteur]

De Villemeur, Etienne B.
Université de Lille, Lille économie et management (LEM – CNRS UMR 9221), Lille, France
(Email : etienne.de-villemeur@univ-lille1.fr)
[Auteur]

Dorante, Florys
Accountancy Department, INAGHEI, State University of Haiti

(Email: doranteflo7@hotmail.com)
[Auteur]

Juma'h, Ahmad H.
University of Illinois Springfield, Accountancy Department
(Email :ajuma4@uis.edu)
[Auteur]

Jérôme, Yolette
Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti
(Email:jeromeyolette@gmail.com)
[Auteur]

Kern, Abigaïl-Laure
Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti
Centre coopération et développement CODEV, École polytechnique fédérale de Lausanne EPFL, Suisse
(Email:abigail.kern@gmail.com)
[Éditeur et auteur]

Paul, Bénédique
UMR ART-Dev, Université de Montpellier, France
(Email : benediquep@yahoo.fr)
[Auteur]

Prince, Neptune
Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti
(Email : neptune.uniqcrapu@gmail.com)
[Auteur]

Providence, Christophe
Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti
(Email : prochristophe@yahoo.fr)
[Auteur]

Prou, Marc
Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ), Port-au-Prince, Haïti
(Email : marepou@gmail.com)
[Éditeur et auteur]

Reeves, Anna
Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ), Port-au-Prince, Haïti
(Email : reeve.anna@gmail.com)

[Auteur]

Saffache, Pascal
Université des Antilles, Laboratoire de recherche GEODE Caraïbe (EA 929), Campus de Schoelcher, Martinique, France
(Email :pascal.saffache@univ-antilles.fr)
[Auteur]

Verret, Anne-Laurence
Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti
(Email :annelaurenceverret@yahoo.com)
[Auteur]

Wolf, Sara
Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ), Port-au-Prince, Haïti
(Email : wolfsarita@gmail.com)
[Auteur]

Notice biographique des éditeurs des Pré-Actes et des modérateurs des quatre sessions

Dr Anie BRAS est enseignante-chercheure à l'Université Quisqueya (UniQ). Elle est la Directrice du Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) et Vice-Rectrice adjointe aux Affaires Académiques de l'UniQ.

Elle est spécialiste en Environnement/Propreté urbaine et auteure de plusieurs articles à ce sujet. Membre régulier de l'Association Haïtienne « Femmes, Science et Technologie », Dr BRAS est la Coordonnatrice du programme de formation doctorale en Études urbaines de l'Université Quisqueya.

Dr Abigaïl-Laure KERN est la Directrice adjointe du Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) de l'Université Quisqueya (UniQ) et chercheure associée au Centre coopération et développement (CODEV) de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Possédant une double formation en sociologie et en sciences politiques, Dr KERN est experte en développement urbain dans les pays émergents et en développement, plus spécifiquement dans l'analyse de politiques publiques, d'aménagement du territoire et de gouvernance urbaine. Elle est membre de l'Association de professionnels Villes en développement ADP.

Dr Raulin Lincifort CADET est un enseignant-chercheur à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives (FSEA) de l'Université Quisqueya. Il a obtenu un diplôme de doctorat en sciences économiques de l'Université de Rennes 1 (France), en 2009. Ses diplômes de maîtrise et de licence ont été obtenus en sciences économiques, à l'Université Quisqueya (Haïti). Il fut le Doyen de la FSEA durant les cinq années qui suivirent le tremblement de terre de janvier 2010. Il est membre du Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement (CREGED), rattaché à la FSEA. Ses principaux domaines d'intérêt sont l'économie bancaire, la microfinance, et l'économie monétaire. Ses publications sont disponibles sur son site personnel : www.raulincadet.com.

Dr Christophe PROVIDENCE est licencié en sociologie en 2007. Après une scolarité en économie, il s'est intéressé très vite à la problématique du développement d'Haïti en défendant le principe de l'implication des acteurs locaux dans tout le processus. En 2009, il intègre le programme de Master à l'IFGCar (Institut de la Francophonie de Gestion dans la Caraïbe, né du partenariat entre l'AUF, l'UEH et l'UGA) en économie, gestion et évaluation des entreprises et des collectivités territoriales. Il obtient son diplôme de Master (2 ans) en 2010, spécialité gouvernance locale, grâce à son travail de recherche sur « La coopération décentralisée et le développement local durable en Haïti ». En 2012, il réussit son second diplôme de Master en économie, alors qu'il était déjà doctorant, option « Tourisme durable et aménagement » à l'Université des Antilles et de la Guyane (UAG). En 2014, il obtient une Mention très honorable pour ses recherches doctorales sur « Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : quelles externalités locales ? ». Ses travaux de recherche s'inscrivent globalement

dans une réflexion sur les acteurs, facteurs et logiques de transformations sociales, économiques et culturelles des territoires. Il cherche à décrire et à comprendre les variations spatiales de ces changements, notamment en identifiant ce qui, dans ces derniers, relève d'héritages socioculturels, d'impulsions internes ou d'influence externe et en clarifiant les interactions entre ces phénomènes. D'où son projet d'étude postdoctorale d'Habilitation à diriger des Recherches en France (HDR) sur la thématique suivante : « Tourisme et aménagement du territoire ».

Dr Francklin BENJAMIN est Professeur de littérature et de méthodologie de la recherche à la Faculté des Sciences de l'Education de l'Université Quisqueya et Professeur de Philosophie à l'Ecole Normale Supérieure (ENS) de l'Université d'Etat d'Haïti. Par ailleurs, il collabore à l'Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Education- InnovEd-UniQ- en tant que Chercheur Analyste en Education. Titulaire d'un Doctorat en philosophie des Universités Paris 8 (France) et National Chiao Tung University (Taïwan), d'un Master en sciences de l'éducation de l'Université de Rouen et d'un autre en Didactique du Français Langue Etrangère (FLE) et Communication de l'Université des Antilles et de la Guyane. Il possède plus de quinze ans d'expérience dans l'enseignement, la recherche en éducation, la direction et le pilotage de projets en éducation, notamment pour le compte du Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) où il a travaillé pendant plusieurs années comme consultant national. Membre du Centre de Recherche en Education (CERED) de l'Université Quiqueya et membre fondateur du Centre d'Etudes et de Recherches Critiques (CERC), il a axé ses recherches autour des études postcoloniales, notamment des problématiques de citoyenneté et de responsabilité d'une part, et des problématiques de compétences et professionnalité des enseignants, d'autre part.

Dr Marc E. PROU BA (Honors), University of Massachusetts; DEUG (two-year Degree) in French Literature and Civilization at Université de Paris Pantheon-(Sorbonne), MA, Regis College, MEd, Suffolk University, EdD, University of Massachusetts, Amherst, Advanced ; CAGS) Certificate of Advance Graduate Creole Linguistics Studies, Indiana University, Bloomington. After completing an academic year as a visiting Associate Professor at FSED at UniQ, in 2014-15, Dr. Marc Prou became the first Director of InnovEd-UniQ from2016- present. Formerly, he served as Associate Professor and a two three-year term as Chair of the Africana Studies Department and Director of the Haitian Institute, at University of Massachusetts. Professor Prou is a co-founder of the Haitian Studies Association. His research on the Caribbean addresses social history, migration, cultural studies and linguistics, education reform, national development, language and culture. He was a Visiting Associate Professor of French Caribbean Studies; and Visiting Associate Fellow at the Center for Latin American and Caribbean Studies and the Africana Studies Department at Brown University, RI (2006-2007), where he spearheaded the development of a Haitian Creole Language and Culture curriculum. His research has appeared in many refereed journals and other academic venues. He is the author of a number of book chapters and articles in scholarly journals, concerning social and cultural history, linguistics, migration, race and class, local development and educational issues in Haiti and the larger Caribbean. He is the author of *Spoken Haitian Creole for Intermediate learners: Kreyòl Pale Kreyòl Konprann* (2002). He is the co-author of *Haitian Creole for Health Care (*2007). Currently, he serves ex-officio on the Executive Board of Director of the Haitian Studies Association (HSA) the *premiere* scholarly association that focuses on academic research on Haiti from an interdisciplinary and multidisciplinary perspective.

SESSION EN ÉTUDES URBAINES – CRAPU

Mise en contexte de la session *Villes du Sud et développement durable : Port-au-Prince au cœur des recherches sur la qualité de vie des populations urbaines*

Anie Bras [1] et Abigaïl-Laure Kern[1,2]

[1]Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, 218 avenue Jean Paul II, Port-au-Prince, Haïti

[2] Centre coopération et développement CODEV, École polytechnique fédérale de Lausanne EPFL, Suisse.

Il y a plus de 30 ans, le rapport Bruntland intitulé « Notre avenir à tous » (1987) posait les bases du concept de développement durable : « Le développement durable est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins». Les trois grandes dimensions du développement durable, sociale, économique et environnementale ont été traduites par les Nations Unies dans les Objectifs du Développement Durable ODD, avec 17 objectifs à atteindre pour 2030.

L'objectif 11 traite précisément des villes en visant à « faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables » (UN, 2015). Il est détaillé en 7 sous-objectifs déclinant les mesures à mettre en œuvre, entre autres, la nécessité de garantir à tous l'accès à un logement et à des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, d'assainir les quartiers constitués de taudis, de favoriser l'accès de tous à des espaces publics sûrs, de renforcer la protection et la préservation du patrimoine culturel et naturel de l'humanité[1.]

Aujourd'hui, la majorité de la population mondiale est désormais urbaine, soit 3,5 milliards de personnes. Phénomène central de reconfiguration des espaces, des flux et des relations entre l'environnement et la société, la croissance urbaine va en s'accélérant avec des projections laissent penser que plus des deux tiers de la population mondiale sera urbaine à l'horizon 2050 (UN, 2014). Cette tendance questionne en particulier le devenir des continents les moins urbanisés, l'Afrique et l'Asie, ces derniers représentant 90% de la future expansion urbaine, et en particulier son informalité, près d'un milliard de citadins vivant aujourd'hui dans des quartiers précaires (Bolay, 2012 ; WEF, 2015). Ces caractéristiques se retrouvent à l'échelle d'Haïti dont la population totale de près de 11 millions est à 58,6% urbaine avec une capitale, Port-au-Prince, qui concentre plus d'un tiers de la population totale haïtienne, soit 65% de la population urbaine du pays (Guerline et Desse, 2013). Or, 62% de la population métropolitaine vit dans des quartiers précaires qui occupent 40% du territoire urbanisé. Symbole d'une urbanisation fragmentée et source de ségrégation, une minorité estimée à 6,8% de la population de Port-au-Prince vit dans des conditions environnementales de haute qualité et occupent 27% du territoire (Myrtho et al, 2014).

Quelles sont les conditions de vie actuelles de la population de Port-au-Prince, en fonction des lieux de résidence et des niveaux de vie et dans quelle mesure des politiques publiques urbaines adaptées peuvent-elles les prendre en compte et partant, les améliorer ?

[1] Le détail des sous-objectifs de l'objectif 11 : http://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/cities/ (consulté le 01/11/17)

La question des pollutions sonores qui génèrent des risques sanitaires et qui contribuent à la détérioration du cadre de vie des résidents citadins sont à l'origine de nouvelles analyses sur les dimensions environnementales et sociales du développement durable. Neptune Prince présentera ses recherches sur les effets de la nuisance sonore en milieu urbain défavorisé sur la santé des habitants en prenant comme cas d'étude la ville de Delmas, commune de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince.

Les difficultés pour définir les classes moyennes des pays en développement en raison, entre autres, de la diversité des réalités sociales que le terme recouvre, plaident pour un effort de recherche accru sur ces questions, et pour une utilisation de certaines approches en particulier de celles qui sont liées au logement. En établissant un lien entre logement, santé et bien-être, Anne Laurence Verret présentera ses recherches sur les stratégies résidentielles des classes moyennes à Port-au-Prince.

Port-au-Prince comptant déjà plus de 350 quartiers précaires et continuant à devoir faire face à une forte croissance démographique, les questions d'accès aux services essentiels, en particulier à ceux qui sont liés à l'eau et à l'assainissement, deviennent de plus en plus cruciales. En prenant le cas d'étude de Canaan, Yolette Jérôme présentera ses recherches sur une population urbaine vivant dans une très grande précarité et plaidera en faveur de la nécessité de développer un indice de vulnérabilité aux maladies environnementales.

Références bibliographiques

Bolay J.-C. (2012). What sustainable development for the cities of the South? Urban issues for a third millennium. International Journal of Urban Sustainable Development, Vol. 4 issue 1, 2012, pp 76-93. (http://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19463138.2011.626170).

Guerline J. et Desse M. (2013). La perception du centre-ville de Port-au-Prince avant et après le séisme, au travers des cartes mentales. In Gestion de la crise en Haïti, Laboratoire de Géographie « RURALITES » de l'Université de Poitiers. Revue électronique 3.

Myrtho J., Wand F., Wan L. (2014). GIS-base dassessment of urban environmental quality in Port-au-Prince, Haiti (33-40), Habitat International, Volume 41, pages 1-314.

United Nations Department of Economic and Social Affairs (2014). World Urbanization Prospects. The 2014 Revision. Highlights. New York: United Nations. http://www.un.org/en/development/desa/publications/2014-revision-world-urbanization-prospects.html.

World Economic Forum, WEF (2015).Global Risks 2015. Geneva: WEF.

• ***La pollution sonore : entre le développement durable et la santé urbaine. Le cas de Delmas dans la région métropolitaine de Port-au-Prince.***

Neptune Prince[1,2], Anie Bras[1] et Chantale Berdier[2]

[1]Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti

[2]Université de Lyon, EVS (site INSA de Lyon), Villeurbanne, France

Neptune PRINCE a fait son premier cycle universitaire en philosophie et en droit à l'Université d'État d'Haïti (UEH). Avocat du Barreau des Cayes, il est détenteur de deux masters (option recherche), l'un en lettres-philosophie (critique littéraire comme spécialisation) et l'autre en criminologie (violences policières et sécurité publique comme champ de spécialisation). Monsieur PRINCE est chargé de cours à l'UEH et à l'UniQ. Il réalise actuellement un doctorat en otutelle dans le champ des études urbaines sous la direction du professeur Laënnec HURBON et Dr Anie BRAS pour l'Université Quisqueya et de Madame Chantale BERDIER, Dr HDR, pour l'Institut National des Sciences Appliquées de Lyon.

Chantal BERDIER est Maître de conférences HDR au Département Génie Civil et Urbanisme de l'INSA de Lyon, Équipe Développement Urbain, Unité Mixte de Recherche 5600 «Environnement - Ville - Société». Elle mène ses recherches sur les interactions entre techniques et usages: les services urbains, notamment le dispositif de propreté, sont pris comme terrains d'observation et d'analyse. Elle poursuit également des recherches sur les questions de risques et de développement durable.

Résumé

Alors que la ville est au cœur des débats sur le développement durable, les villes d'aujourd'hui, notamment celles des pays du Sud, font face à des pollutions sonores d'origines diverses. En effet, ces pollutions sont sources de dangers sanitaires et contribuent à la détérioration du cadre de vie des résidents citadins. Les conséquences pour la santé humaine et urbaine de ce type de pollution semblent être à l'origine de nouvelles analyses sur les dimensions environnementales et sociales du développement durable.

Les pollutions sonores constituent de véritables enjeux de recherches multidisciplinaires. Un tel phénomène semble être plus compliqué pour les pays du Sud en raison de la proximité et mixité des habitats dans un contexte où les pratiques socioculturelles sont divergentes et tendent à transgresser les normes, quand ces dernières existent.

Haïti, avec environ 358 quartiers précaires de qualité environnementale dégradée, pour la seule région métropolitaine, semble représenter un cas typique pour la recherche qui étudie l'impact des

pollutions sonores aussi sur la santé urbaine. Dans le contexte socio-économique de ce pays, un tel phénomène suscite deux questions fondamentales : a- comment les pollutions sonores participent-elles à la détérioration de la santé des habitants des quartiers précaires ? b- comment les polluants sonores constituent-ils en conséquence une entrave pour la durabilité des villes? La ville de Delmas, une commune de l'aire métropolitaine de Port-au-Prince, où habitent près de 400 000 personnes, est retenue comme terrain d'étude. Les données collectées dans le cadre des *focus group* avec des habitants de Delmas sont combinées pour compléter les témoignages de résidents.

***Mots clés** : Aire métropolitaine de Port-au-Prince, commune de Delmas, développement durable, pollution sonore, santé urbaine.*

• *L'impact de la conception architecturale du logement sur la santé et le bien-être des ménages de la classe moyenne à Port-au-Prince.*

Anne-Laurence Verret[1], Anie Bras[1], Abigaïl-Laure Kern[1,2]

[1] Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, 218 avenue Jean Paul II, Port-au-Prince, Haïti

[2] Centre coopération et développement CODEV, École polytechnique fédérale de Lausanne EPFL, Lausanne, Suisse.

Anne-Laurence VERRET est architecte de formation, diplômée de l'Université Quisqueya (UniQ). Anne-Laurence VERRET est doctorante en études urbaines à l'École Doctorale « Société et Environnement » (EDSE) de l'UniQ. Sa thèse, réalisée au sein du Réseau d'Excellence des Sciences de l'Ingénieur de la Francophonie (RESCIF), s'effectue en alternance entre le Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) de l'UniQ et le Centre Coopération et Développement (CODEV) de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL). Elle est dirigée par les Professeurs Jean-Claude BOLAY (EPFL) et Evens EMMANUEL (UniQ). Elle est membre régulier de l'Association haïtienne « Femmes, science et technologie ».

Résumé

Si l'on admet que l'homme vit en étroite relation avec son environnement construit, *a fortiori* la question du logement ne peut rester sans conséquences sur sa santé et sur son bien-être. Une relation de cause à effet entre les variables de santé et de logement n'est pas nécessairement claire et semble difficile à établir scientifiquement. Néanmoins, le manque de mesures précises n'implique pas qu'il faille conclure à l'absence de relation entre le logement, la santé et le bien-être, comme semble l'attester la recherche scientifique de ces dernières années qui s'intéresse de plus en plus à cette thématique. Il a effectivement été prouvé, par exemple, qu'une faible exposition à la lumière du soleil dans la maison entraîne une altération de la cognition chez les habitants. Si l'on estime que les gens passent les deux tiers de leur vie à la maison et dans leur environnement immédiat, il est possible de déduire que la santé et le bien-être des occupants sont potentiellement à risque dans une situation de logement malsain.

Alors que l'impact de l'architecture sur la santé et le bien-être semble reconnu et considéré comme capital dans nombre de pays du Nord et du Sud, cette question est à peine soulevée en Haïti. En effet, peu d'importance est accordée à l'architecture pour diverses raisons, notamment le manque d'informations, le manque de moyens, les réflexes sociétaux...
Cependant, la classe moyenne est connue pour rechercher des possibilités de logement et d'environnement de qualité. Par conséquent, une étude de ce groupe serait pertinente pour isoler l'impact de la conception architecturale du logement sur la santé et le bien-être. Cette recherche est menée à travers une étude de cas de plusieurs ménages issus de la classe moyenne à Port-au-Prince, et au moyen d'entretiens semi-structurés et d'observations.

***Mots clés** : Logement, architecture, santé, bien-être, classe moyenne, Port-au-Prince.*

• *L'enjeu de l'eau dans les conditions sanitaires des populations vivant dans les quartiers précaires de Port-au-Prince : Le cas de Canaan*

Yolette Jérôme[1,2], Anie Bras[1], Abigaïl-Laure Kern[1,3] et Pascal Saffache[2]

[1]Université Quisqueya, Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines, Port-au-Prince, Haïti

[2]Université des Antilles, Laboratoire de recherche GEODE Caraïbe (EA 929), Campus de Schoelcher, Martinique, France

[3]Centre coopération et développement CODEV, École polytechnique fédérale de Lausanne EPFL, Lausanne, Suisse

Yolette JÉRÔME est architecte. Elle est titulaire d'un master en développement urbain et régional du Centre Technique de Planification et d'Économie Appliquée (CTPEA). Elle est présentement doctorante à l'Université Quisqueya et à l'Université des Antilles (Martinique). Son sujet de thèse est : « L'eau dans les bidonvilles en formation : entre le cycle hydro-social et la démocratie de l'eau, quelle place occupe la participation alternative dans la gestion de l'eau à Canaan? ».
Ses travaux de recherche se réalisent au Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU) de l'Université Quisqueya et au laboratoire EA 929 AIHP-GEODE de l'Université des Antilles. La direction scientifique de la cotutelle de thèse de Madame JÉRÔME est assurée par le Professeur Evens EMMANUEL et Dr. Anie BRAS pour l'UniQ, et par le Professeur Pascal SAFFACHE pour l'Université des Antilles.
Madame Yolette JÉRÔME est membre fondateur de l'Académie Haïtienne des Sciences (AHS). Elle est également membre régulier de l'Association haïtienne « Femmes, science et technologie ».

Titulaire d'un master de sciences exactes et naturelles, d'un DEA, d'un doctorat de géographie et d'une Habilitation à Diriger les Recherches (HDR) en géographie-aménagement, **Pascal SAFFACHE** a reçu plusieurs distinctions scientifiques internationales.

Professeur des Universités en Aménagement de l'espace, il enseigne à l'Université des Antilles où il dirige le master "Aménagement et Développement des espaces insulaires". Pascal SAFFACHE est aussi expert près la Cour d'Appel de Fort-de-France.

Résumé

Les villes haïtiennes sont de plus en plus exposées à une croissance démographique qui affecte durablement les infrastructures de distribution de l'eau, tout autant que celles qui permettent de l'assainir. Elles ploient face à la demande croissante en eau, mais aussi face aux modes de gestion de cette ressource. Au cours des 25 dernières années, l'aire métropolitaine élargie de Port-au-Prince, le plus important espace urbain du pays, a enregistré une très forte expansion urbaine avec la création de nouveaux espaces précaires. Les informations rapportées dans la littérature et les récentes observations sur la formation et le développement de certains bidonvilles permettent d'avancer que cette forme d'urbanisation est soutenue par l'inertie, la tolérance des autorités publiques et de la communauté internationale et peut-être même, une forme de complicité.

Canaan, établissement humain créé au lendemain du séïsme du 12 janvier 2010 par un arrêté présidentiel, connait un déficit en infrastructures et en services urbains de base. Les résultats de nos travaux sur l'offre et la demande en eau, la collecte et la localisation finale des déchets domestiques, les lieux d'aisance et les maladies infectieuses conduisent à une réflexion beaucoup plus approfondie sur la nécessité de développer un indice de vulnérabilité aux maladies environnementales pour la population vivant à Canaan.

En effet, les ménages qui y sont installés sont dans leur grande majorité confrontés à des situations de très grande précarité. Les conditions sanitaires associées à ce contexte exposent la population à des risques accrus de maladies. Les mesures prises par les familles pour traiter l'eau à domicile ne semblent pas en mesure de réduire la vulnérabilité aux maladies environnementales. L'amélioration des conditions de vie à Canaan dans une perspective durable comporte des défis majeurs. Quelles pistes d'intervention favoriser pour faciliter une évolution favorable à la population, tout en tenant compte des lourdes contraintes qui pèsent sur son vécu quotidien? L'objectif de cette étude est précisément d'analyser la vulnérabilité de la population face aux maladies hydriques.

Mots clés: *Canaan, extension urbaine, indice de vulnérabilité aux maladies hydriques, eau potable et assainissement.*

SESSION I EN ÉCONOMIE – CREGED

Mise en contexte de la session *Banque et Développement Économique*

Bénédique Paul[1] et Raulin Cadet[2]

[1]UMR ART-Dev, Université de Montpellier, France

[2] Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti

Dr Bénédique PAUL est enseignant et coordonnateur du programme de Master of Business Administration (MBA) de l'Université Notre-Dame d'Haïti (UNDH) et chercheur associé à l'ART-Dev – UMR 5281 (rattachée au CNRS, en France). Il est également professeur associé à l'Université d'Etat d'Haïti (UEH) et à l'Institut des Sciences et des Technologies Avancées d'Haïti (ISTEAH). Spécialiste en économie de l'innovation, création et management d'entreprises, il a dirigé plusieurs initiatives et projets de recherche en entrepreneuriat et innovation, notamment à l'Université Quisqueya où il a travaillé de 2011 à 2016 et dirigé le Centre d'Entreprenariat et d'Investissement (CEI).

Présentation

Un consensus semble exister dans la littérature économique, au sujet du lien entre le degré de développement du secteur financier et le développement économique. Le secteur financier tend à être plus développé dans les pays les plus industrialisés qu'il ne l'est dans les pays en développement, encore moins dans les économies les moins avancées. Plus spécifiquement, le degré d'inclusion financière tend à être plus faible dans les économies les moins avancées industriellement, comme Haïti par exemple. Or, l'inclusion financière contribue à rendre l'économie plus liquide, en contribuant à l'augmentation de l'épargne monétaire et à rendre le crédit plus accessible.

Ce panel analyse le lien entre l'économie haïtienne et son secteur bancaire. Il comporte deux présentations.

L'une considère la perception d'un échantillon d'entrepreneurs, dirigeants de petites et moyennes entreprises (PME) de la contribution du secteur bancaire à l'économie. L'autre présente une analyse spatiale des disparités du taux de pénétration bancaire des villes d'Haïti, en tenant compte de leur niveau de développement. Les papiers proposés dans ce panel sont importants en ce sens qu'ils essaient de comprendre le lien entre le secteur bancaire et le niveau de développement économique d'Haïti.

• *Entrepreneurs' Perception of Banks' Social Responsibility: A Haitian Case Study*

Bénédique Paul[1], Ahmad H. Juma'h[2, 3], Florys Dorante[4]

[1]UMR ART-Dev, Université de Montpellier, France
[2]School of Economy, Inter-American University
[3]Accountancy Department, University of Illinois Springfield
[4]Accountancy Department, INAGHEI, State University of Haiti

Abstract

Banks are the pillars of entrepreneurship expansion and economic development. In developing countries, where there is little public financial support for entrepreneurs, it is clear that banks, among other financial institutions, should be part of the solution to the problem of financing economic activity. As financial intermediaries, commercial banks need to enjoy good perception among entrepreneurs to improve their profitability. To achieve such objective, banks sometimes adopt social responsibility strategies to influence public perception of banks' behavior. How do Haitian entrepreneurs perceive Haitian banks' social responsibility? To answer this question, we collect empirical data among entrepreneurs of all size (micro, small and large). The findings help interesting discussions of banks perception among entrepreneurs divided by demographic (gender, location) and economic (sector, size, assets) characteristics. Among the main conclusions, we find that banks enjoy very bad perception among entrepreneurs (all size). Also, the special concessions given by the Government and other international institutions to the banking industry in Haiti help very few to increase the financial services for Haitian entrepreneurs. From our conclusion arise questions for future research to study the relations between entrepreneurs' own practices of corporate social responsibility and their perception of banks social responsibility.

Keywords: *Banking activities, Entrepreneurs, Social responsibility.*

JEL Classification : E44, G01, G21, N26, M14.

• *La pénétration bancaire expliquée par le développement des villes d'Haïti*

Raulin L. Cadet[1], Christophe Providence[1], Jean Baptiste Anténord[1,2,3]

[1]Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement (CREGED),
Université Quisqueya, Haïti
[2]Centre de Techniques de Planification et d'Économie Appliquée Haïti
[3]Faculté des Sciences Économiques et Sociales, Université de Lille, France

Résumé

Ce papier entend vérifier si le niveau de développement des villes, aussi bien que la proximité de ces dernières entre elles, expliquent le niveau de pénétration bancaire en Haïti. Notre travail s'appuie sur les tests de l'indice global et des indices locaux de Moran. Deux indicateurs de développement sont utilisés pour analyser le lien avec le taux de pénétration bancaire. Il s'agit, d'une part, du taux

d'établissements de santé disposant de lits et, d'autre part, de la couverture des villes en électricité. Les résultats révèlent que le taux de pénétration bancaire est élevé dans les villes dont les plus proches voisines ont un niveau de développement élevé. Ils révèlent aussi une poche de pénétration bancaire uniquement dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, suggérant l'existence d'un faible niveau de compétition entre les banques. Si la pénétration bancaire est importante, pouvant contribuer à rendre le crédit plus disponible dans les villes d'Haïti, il est nécessaire de garantir un minimum de développement de celles-ci afin d'attirer les banques.

Mots clés *: Pénétration bancaire, développement, villes, Haïti*

SESSION II EN ÉCONOMIE – CREGED

Mise en contexte de la session *L'accès aux services financiers en Haïti*

Jean-Baptiste Anténord[1,2,] **Hubermane Ciguino**[1] **et Christophe Providence**[1]

[1]Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti

[2]Université de Lille, Faculté des Sciences Economiques et Sociales, France

Hubermane CIGUINO est licencié ès sciences économiques de la Faculté de Droit et des Sciences Economiques de Port-au-Prince (UEH), et titulaire d'un master II en gestion de projet de l'Université Quisqueya. Il rédige actuellement un doctorat en économie au Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement (CREGED) à l'Ecole Doctorale Société et Environnement (EDSE) de l'Université Quisqueya. Son sujet de thèse porte sur la « Microfinance et pauvreté: les conditions et les pratiques microfinancières dans la performance économique des microentreprises bénéficiaires en Haïti ». Cette thèse est dirigée par Dr Bénédique PAUL.

Présentation

Dans les pays en développement où une forte proportion de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, l'accès aux services publics de proximité et aux services financiers est très limité. Considérant Haïti, par exemple, malgré la présence d'un secteur bancaire dynamique en bonne santé financièrement, à la fois les ménages, les entreprises et les collectivités territoriales peinent à trouver du financement. Il en est de même des services d'assurance qui atteignent une faible partie des agents économiques. Et pourtant, le besoin de services financiers est bien présent. C'est ce qui explique le développement de produits de microfinance qui ciblent les exclus de la finance formelle et des projets de coopération décentralisée pour la fourniture de services publics de proximité.

Avec la présence de la microfinance en Haïti, l'exclusion financière serait-elle éliminée ? Quel est son impact sur les agents économiques ? Quel est bilan de la coopération décentralisée en Haïti en termes de répartition spatiale des services publics de proximité qu'elle finance ? Ce panel aborde ces trois questions. Un premier papier présente un modèle qui analyse le problème de l'accès des ménages à faible revenu aux services. Un second considère l'impact du microcrédit sur la performance des microentreprises. Un dernier papier considère l'apport de la coopération décentralisée dans le financement et la répartition spatiale des services publics de proximité en Haïti. Les conclusions de ces papiers révèlent implicitement les défis liés au problème de l'exclusion et au financement des initiatives locales.

• ***Accès aux biens et services des ménages aux revenus les plus faibles : un modèle microéconomique***

Jean-Baptiste Anténord[1,2,3], Etienne B. de Villemeur[3,4], Raulin L. Cadet[1]

[1]Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti

[2] Centre de Techniques de Planification et d'Économie Appliquée (CTPEA), Port-au-Prince, Haïti

[3]Université de Lille, Faculté des Sciences Economiques et Sociales, France

[4]Chaires Universitaires Toussaint Louverture (CUTL), Delmas, Haïti

jb.antenord@univ-lille.fr ; etienne.de-villemeur@univ-lille.fr ; cadetraulin@gmail.com

Jean-Baptiste Anténord, M.Sc. est doctorant en sciences économiques à l'Université Quisqueya, en cotutelle internationale de thèse avec l'Université de Lille (France). Il est également titulaire d'une maîtrise (M. Sc.) en gestion et politiques publiques (Universidad de Chile, 1996) et d'un diplôme d'études supérieures en économie quantitative appliquée (CTPEA, 1991). Il enseigne actuellement la théorie et le calcul des probabilités, la statistique mathématique, l'économétrie de base et l'économétrie des séries temporelles (CTPEA, École Normale Supérieure, Université Quisqueya). jean-baptiste.antenord@uniq.edu.ht / jb.antenord@univ-lille.fr

Etienne Billette de Villemeur est Professeur à l'université de Lille, France, et Professeur associé à l'UQAM, Canada, ainsi qu'au CTPEA, Haïti. Il est également chercheur associé au CREGED, le Centre de recherche en économie de l'Université Quisqueya. Diplômé de l'École Polytechnique ainsi que de l'École de la Statistique et de l'Administration Économique, France, il est titulaire d'un doctorat en sciences économiques de l'Institut Universitaire Européen, Italie. Il est l'auteur de nombreuses publications en économie, bien-sûr, mais également, en collaboration avec des chercheurs, en science et en philosophie.

Résumé

Les ménages à faible revenu ont un accès limité au marché des biens et services du fait de leur faible capacité à payer. Lorsque ces biens et services ne sont pas strictement indispensables, il est possible d'identifier un revenu minimum en deçà duquel les ménages préfèrent renoncer à leur usage. Ce niveau de revenu déterminant l'exclusion est naturellement croissant avec le niveau des prix pratiqués par les fournisseurs de ces biens et services. Si les coûts sont trop élevés, à moins de subventions, il n'est pas possible d'éviter qu'il y ait exclusion. Cependant, même dans le cas où, étant donné les coûts, il serait possible aux entreprises d'offrir des biens et services à un prix abordable pour tous, il n'est pas certain qu'il soit dans leur intérêt de le faire. Nous identifions donc les circonstances où la recherche du profit amène spontanément les entreprises à adopter une politique tarifaire inclusive.

Mots clés : *Ménages à faible revenu, revenu minimum, accès aux biens et services, modèle microéconomique*

• *Analyse de l'impact des programmes de microfinance dans la performance des microentreprises*

Hubermane Ciguino[1] et Bénédique Paul[2]

[1]Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement(CREGED), Port-au-Prince, Haïti

[2] UMR ART-Dev, Université de Montpellier, France

Résumé

Les débats sur les impacts des programmes de microfinance ne tarissent pas. Deux courants théoriques s'opposent : le welfarisme et l'institutionnalisme. Les insuffisances du dualisme welfarisme et institutionnalisme ne permettent pas d'analyser les effets financiers des programmes de microfinance sur les microentreprises. Dans cette recherche, nous proposons un nouveau modèle d'analyse fondé sur les déterminants de la performance des microentreprises. Ce modèle tient compte des conditions de microfinancement élaborées par les organisations de microfinance et les pratiques de gestion dans les microentreprises. La question étudiée est la suivante : les conditions de microfinancement greffées sur des pratiques de gestion des emprunteurs sont-elles favorables à la performance économique des microentreprises ? Notre hypothèse est que, vu la faiblesse des pratiques de gestion des emprunteurs, les conditions de microfinancement ont des effets d'appauvrissement sur les microentreprises.

En vue de tester cette hypothèse, nous proposons tout d'abord un nouveau modèle destiné à être expérimenté à travers l'analyse d'un programme de microfinance haïtien, à partir d'enquêtes auprès d'un échantillon aléatoire de bénéficiaires, dans les communes de Port-au-Prince et de Miragoâne.

Mots clés *: Microfinance, pratiques de gestion, conditions de microfinancement, microentreprises.*

• *Disparités spatiales et financement des biens et services publics de proximité en Haïti. Le cas des budgets communaux de 2017-2018*

Christophe Providence

Université Quisqueya, Centre de Recherche en Gestion et en Économie du Développement (CREGED), Port-au-Prince, Haïti

Résumé

Pendant longtemps en Haïti, le développement a été pensé comme l'apanage des autorités centrales qui conçoivent, dans des logiques nationales, des stratégies sans forcément prendre en compte les spécificités infranationales. Cette vision de mise en projet des territoires est née d'un contexte et d'une histoire uniques qui impliqueraient dès lors une logique de développement unique. En prenant comme cas d'étude les allocations budgétaires aux communes haïtiennes pour l'année fiscale 2017-

2018, nous voulons démontrer que la logique de répartition du financement des collectivités territoriales n'est ni neutre ni stratégique. L'objectif de cet article est double. D'une part, il vise à modéliser les disparités spatiales et l'instabilité structurelle sur le territoire national. D'autre part, il s'attache à étudier les variations dans l'espace et à expliquer le caractère inclusif et complémentaire du processus de développement territorial.

L'analyse spatiale des dotations communales de crédits budgétaires révèle deux grandes anomalies dans la logique de financement de ces territoires. La première anomalie considère la légitimation des disparités territoriales et socioéconomiques qui vient d'un choix non éclairé des dirigeants à concevoir le territoire haïtien et les relations de proximité entre les acteurs localisés. La seconde anomalie se retrouve dans le manque de vision ou de considération globale dans la stratégie nationale pour le développement territorial. L'État haïtien ne peut donc pas faire une gestion prévisionnelle et stratégique du territoire parce qu'il est trop dépendant des événements conjoncturels.

Mots clés *: Développement territorial, disparités spatiales, proximités, imbrication territoriale*

SESSION EN ÉDUCATION – CERED ET INNOVED

Mise en contexte de la session *Gouvernance et management du système éducatif haïtien ; compétence et professionnalité des enseignants*

Marc Prou[1], Sara Wolf[1], Anna Reeve[1], Francklin Benjamin[1,2]

[1]Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-uniQ), Port-au-Prince, Haïti

[2]Université Quisqueya, Centre d'Études et de Recherche sur l'Innovation en Education et en Formation (CERED), Port-au-Prince, Haïti

Anna Reeve ap travay nan InnovEd-UniQ kòm kòdonatè ekip devlopman pwofesyonèl. Li te kòmanse travay nan domenn dikasyon an Ayiti depi 2008, men li te demenaje nan Ayiti nan 2016. Li toujou travay kòm konsiltan nan New York City Charter School Center epil ap bay fòmasyòn pou pwofesè yo ak lidè lekòlyo. Avan li kòmanse travay pou InnovEd-UniQ, li te travay kòm pwofesè epi lidè lekòl nan Brooklyn, New York pou 9 ane. Li gen yon lisans nan òganizasyon kominotè ak edikasyon nan milye lavil nan New York University epi yon degree mastè nan edikasyon espesyal nan Pace University.

Présentation

Le Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) est la seule instance, selon les lois haïtiennes, habilitée à gouverner le système éducatif haïtien (Pierre, 2012). Il est la seule autorité de contrôle de tous les niveaux de l'enseignement et de la formation en Haïti. Sa gestion va, théoriquement, de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur même si, au niveau de ce dernier, le MENFP n'a pas qu'une autorité symbolique. Si le Ministère n'a pas nécessairement la gestion académique et administrative de l'Université d'Etat d'Haïti (UEH), il est pourtant directement responsable des Universités publiques en Région (UPR), présentes dans les dix départements géographiques du pays. Par ailleurs, le MENFP dispose aussi d'une certaine compétence sur les différentes composantes de l'enseignement professionnel, notamment au niveau de l'évaluation et en ce qui a trait à la validation des diplômes.

Mais en dépit des attributions de l'État à gouverner et à orienter le secteur éducatif, ce dernier ne parvient pas encore à assumer ses obligations constitutionnelles en assumant un contrôle systématique sur tout ce qui se fait dans le système. Autrement dit, l'État se trouve dans l'incapacité de faire respecter les règles qu'il a lui-même établies pour la gestion des différents niveaux du système (recrutement des enseignants, mise en application des programmes d'études, accréditation des établissements, contrôle de la qualité de la formation des enseignants, etc.) et d'offrir l'opportunité de la salle de classe à un pan entier des enfants en âge d'aller à l'école. Si la situation d'accès, par exemple, a changé depuis 1934 (où 3% seulement des enfants de 3 à 18 ans fréquentait l'école) (Pamphile, 1988), le système éducatif haïtien demeure, en dépit des efforts, l'un des plus faibles de la région, à la fois en matière d'accès et de gouvernance (Hadjadj, 2000).

Faut-il rappeler que la majorité des écoles du système éducatif haïtien, soit près de 90% du parc scolaire, est gérée par des acteurs non étatiques? (Pierre, 2012). La faible présence de l'Etat dans le secteur et la diversité des établissements d'enseignement privé donnent lieu à une situation dans

laquelle ces derniers ne suivent pas toujours les mêmes curricula et programmes, en dépit des directives répétées du MENFP. Cela se traduit par un fonctionnement éclaté d'un ensemble de sous-systèmes dans le système, échappant au contrôle des autorités. Il va sans dire que c'est la gouvernance du système qui est mise à mal.

Conséquemment à ce problème de gouvernance, se pose aussi celui, central, de la professionnalité et de la compétence des enseignants évoluant dans le système. On sait que plus de 70% des enseignants évoluant dans le système n'ont aucune formation pour occuper leur poste (Lumarque, 2010). Mais on sait aussi qu'aucun système éducatif ne peut être performant sans des professeurs qualifiés et compétents. De plus, dans le contexte mondial actuel, l'éducation de qualité est la condition primordiale de toute velléité de développement. Il est vrai que, ces vingt dernières années (notamment depuis la publication, en 1998, d'un Plan National de Formation), la question de la formation des enseignants préoccupe de plus en plus les acteurs, ayant compris qu'il n'y a aucune possibilité d'améliorer la qualité de l'éducation en dehors de leur professionnalité.

Mais cet effort d'amélioration de la qualité de la formation et de la professionnalité des enseignants doit s'organiser autour de la mise en place de normes claires, d'un modèle de gouvernance lisible et de mécanismes pouvant amener les acteurs à travailler dans le sens des objectifs définis par l'État. Dans cette perspective, cette table ronde se déroulera autour des trois thématiques suivantes:

- L'exploration du cadre légal, normatif et institutionnel autour duquel la gouvernance du système éducatif haïtien se définit;
- Une relecture des instruments autour desquels la formation et l'évaluation des enseignants s'organisent et un retour sur les mécanismes de contrôle de la prestation et de la performance des opérateurs de formation des enseignants tant au niveau du secteur public que privé ;
- Le partage de l'expérimentation d'un modèle de gouvernance scolaire et de formation des enseignants mis en place par l'Université Quisqueya à travers l'InnovEd.

Références bibliographiques

HADJADJ, Bernard, (2000), *Education for All in Haiti. Over the Last 20 Years Assessment and Perspectives*, Trinidad: Office of the UNESCO Representative in the Caribbean.

LUMARQUE, Jacky (dir.) (2010), Groupe de Travail sur l'Éducation et la Formation (GTEF). *Pour un pacte national sur l'éducation en Haïti.* Rapport au Président de la République, Port-au-Prince.

PAMPHILE, Léon Dénius, (1988), *L'éducation sous l'occupation américaine. 1915-1934*, Port-au-Prince: Ed. Les Antilles.

PIERRE, Delima, (2012), *Constitution, Lois et Éducation en Haïti. 1801-2011. Éléments de politiques éducatives*, Canada : Le Bereen/Edition Mémoire.

• *De la professionnalisation des enseignants du système scolaire haïtien: Éléments pour une réflexion*

Francklin Benjamin[1,2]

[1]Université Quisqueya, Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-uniQ), Port-au-Prince, Haïti

[2]Université Quisqueya, Centre d'Études et de Recherche sur l'Innovation en Education et en Formation (CERED), Port-au-Prince, Haïti

Résumé

La performance d'un système éducatif dépend du niveau de professionnalisation des enseignants qui y officient (Lumarque, 2010). Cette professionnalisation est d'autant plus importante que le facteur enseignant est des plus influents sur l'apprentissage des apprenants (Gauthier et Martineau, 1998). Cela implique non seulement la garantie que ces professionnels reçoivent une formation initiale de qualité, mais aussi qu'ils soient exposés aux différentes mutations intervenues dans le domaine de l'éducation, tout en restant en contact avec les spécificités du milieu dans lequel ils évoluent. Autrement dit, la professionnalisation serait cette capacité à questionner ses propres pratiques dans le cadre d'un dialogue permanent entre ce que l'on fait « ici », en fonction des « moyens » disponibles et les innovations intervenues « ailleurs » dans le domaine.

En Haïti, à la suite de la réforme dite « Réforme Bernard », beaucoup d'initiatives ont été prises en vue de la professionnalisation des enseignants du système scolaire, particulièrement ceux des cycles de l'enseignement fondamental (Benjamin, 2018). Dans la foulée, plusieurs plans nationaux de formation (plus d'une dizaine), et des curricula ont été élaborés tant pour le secondaire que pour le fondamental, sans qu'il n'y ait, à chaque fois, une évaluation ni de l'application des curricula, ni de la mise en œuvre des plans adoptés.

Conséquemment, plusieurs difficultés en rapport avec la professionnalisation des enseignants résultent de cette situation : il y a d'abord la question de la mise en place d'un standard de formation des enseignants. Il y a aussi celle de leur suivi et de leur évaluation. Nous nous intéressons, dans cette communication, au contexte d'élaboration de ces plans de formation, à leur contenu, à leur degré d'application et aux logiques qui amènent à chaque fois à passer d'un plan à un autre, ou d'un curricula à un autre. Plus précisément, l'intérêt ici est que questionner en quoi ces initiatives participent-elles à la professionnalisation effective du corps d'enseignants du système éducatif haïtien.

Quelles sont, en effet, les compétences nécessaires devant être acquises par les futurs enseignants? Il y a aussi le rapport entre l'existence des Plans Nationaux de Formation (PNF) et leur opérationnalisation sur le terrain ? Quels sont les rapports de ces plans avec les curricula en application dans les établissements de formation initiale et continue ? L'existence de ces documents est-elle connue par ces derniers? La conjugaison de ces facteurs ne donne-t-elle pas lieu à un système dont la logique s'écarte de l'obligation de performance ? Donc la question fondamentale demeure dans cette perspective comment penser la mise en route du processus de professionnalisation des enseignants des écoles haïtiennes.

***Mots clés** : Enseignant, professionnalisation, formation, réforme*

Bibliographie

BENJAMIN, Francklin, (2018), Étude sur la Formation et l'Évaluation des Enseignants. *Analyse du cadre institutionnel, légal et des pratiques de la formation des enseignants en Haïti : Constats et recommandations,* Port-au-Prince : MENFP.

GAUTHIER, Clermont et MARTINEAU, Stéphane (en collaboration avec Danielle Raymond), « Schéhérazade ou comment faire de l'effet en enseignant», Vie pédagogique, n° 107, avril/mai 1998.

LUMARQUE, Jacky (dir.) (2010), Groupe de Travail sur l'Éducation et la Formation (GTEF). *Pour un pacte national sur l'éducation en Haïti.* Rapport au Président de la République, Port-au-Prince.

SYMPOSIUM ON QUALITY EDUCATION – INNOVED

Realizing the Promise: Defining Quality for the Future of Education in Haiti

Co-Chairs: Marc PROU and Sara WOLF

Moderator: Anna REEVE and Josiane HUDICOURT-BARNES

Presenters: Patrick CHARLES, William MICHEL, Benjamin FRANCKLIN, Patricia PREVAL, Anna REEVE

Invited Active Participants: Chris LOW, Nadgine PAUL, Caroline HUDICOURT, Evelyn MARGRON, Rachelle MATHURIN, Jacky LUMARQUE, Karll Rood FLEURANT….

Institutions and Partners: LBES, MSN, EFACAP, Summits Education INNOVED, HELP, Model School Network, Lekòl Kominotè Matenwa, Lakou Kajou, Anseye pou Ayiti, MENFP, DFP, LAC Reads,(AIR) Staff, Prime Minister Staff, Quisqueya Education Dept, Tipa Tipa Staff, UNICEF, IDB, WB, AND USAID education advisors

OVERVIEW

The workshop: ***Defining Quality for the Future of Education in Haiti*** will take place in conjunction with the HSA conference. This workshop will be chaired by both Marc Prou, INNOVED Director and Sara Wolf Coordinator, and will take place at INNOVED-UniQ on **Thursday November 8th from 8:30 to 1:30.** The purpose of this workshop is to begin to define quality indicators in Haitian schools for school success in the twenty-first century.

ABSTRACT

Haiti's education system is a major responsibility of the standing government. As stipulated in Article 32-1 of the Haitian Constitution, the promise to provide quality education to all children of all families, and to do it well, is a crucial democratic principle of Haiti. Clearly, the enduring faith that every Haitian child is capable of the kind of intellectual competence previously attained by only a small minority of learners stems from the need for an educated citizenry to participate fully in the complex deliberations of their emerging democratic society. Education in Haiti, then, is more important than ever for individual success and national development.

Quality has been difficult to define for Haitian schools. The most used indicators have been the results of national exams, the value of which is disputed. One definitive flaw of this indicator is that many schools, the Catholic Schools in particular, weed out students who are unlikely to pass before they achieve the grade level during which the tests are administered. The national exams are gatekeepers that keep some students from continuing their studies beyond the 9th grade and beyond high school. Parents, the press, and public opinion rely almost exclusively on the results of national exams to judge quality. However, as indicated earlier it is commonly believed that some of the "high performing" schools systematically reduce their population as the children advance in

grade level. Attrition rates are very high across the board. Each year, a number of students are expelled for low performance, and moved to "lower performing" schools.

The first national exam takes place is at the end of "école fondamentale", or the 9th grade. Even if one were to assume that the national exam was an adequate measure for evaluating learning and academic performance, the ninth grade is certainly a very distant “measure” for families who are signing up for their child in kindergarten. The second national exam is at the end of "secondaire", or the 13th year named Philo. In an effort to offer more formative evaluation, the Haitian government, has engaged an international firm to sample levels of performance in reading and math at the fourth grade level. The validity and depth of those tests remains to be assessed. Also there is only a small percentage of children who attend Kindergarten or First grade to "philo" in the same school without repeating one grade, thereby graduating on time.

How do individual projects and schools currently define quality for the purpose of their own formative assessments? What measures can be put in place to measure school success and individual student performance? What would these measures look like? Do quality schools address the needs of diverse student learners?

As WKKF is investing in education programs in Haiti, it has become important to measure results and to devise reliable instruments for quality assessments. The workshop: *Defining Quality for the future of education in Haiti* will begin discussions on

1) policy measures, 2) teacher training, 3) school quality measurements, 4) quality of education materials, 5) and student success indicators. At the end of this workshop, HSA and INNOVED will produce a document created with the input of participants, which will be a first step towards a guide for WKKF grantees and for other important actors in the field of education in Haiti.

The invitation to participants will request that a presenter select on the basis of the 5 areas listed above, and prepare a short presentation on their chosen field of interest. The format of the workshop will require both small group work and large group discussion. INNOVED and HSA staff will facilitate, monitor and write a summary report of the day that will offer guidance for further work on this subject through projects supported by the WKKF.

Last but not least, a final objective is the publication of a joint peer-reviewed article paper in the Journal of Haitian Studies or any referee peer-reviewed publication, such as *Journal of International Education* and others.

Annexes

Annexe 1 – Le Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU)

Annexe 2 – Le Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement (CREGED)

Annexe 3 – ART-Dev - UMR 5281

Annexe 4 – L'Institut Supérieur de Formation et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ)

Annexe 5 – Le Centre d'Etudes et de Recherche en Education (CERED)

———

Annexe 1 – Le Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU)

Laboratoire conjoint du Réseau d'Excellence en Sciences de l'Ingénieur pour la Francophonie (RESCIF)

Responsable: Dr Anie **BRAS**
Téléphone : + 509 38 92 34 59
E-mail : anie.bras@uniq.edu

Présentation du CRAPU

Le Centre de Recherche et d'Appui aux Politiques Urbaines (CRAPU), créé en mars 2012, fonde ses travaux sur l'étude des espaces urbains. Sa spécificité repose sur une approche transversale interdisciplinaire des dynamiques urbaines. Il entend contribuer à une meilleure compréhension des différents problèmes du développement en montrant l'impact des processus structuraux sur l'urbanisation et sur l'organisation des villes et de la société haïtienne. Il se penche aussi sur les activités relevant de l'organisation de la ville comme territoire partagé et comme lieu investi d'activités humaines.

Des thèmes prioritaires de recherches sont abordés et continueront à faire l'objet d'études approfondies au cours des années à venir parmi lesquels : les pratiques informelles en matière d'habitat (accès au foncier et au logement), les services urbains (eau, assainissement, transports, énergie, etc.), et équipements collectifs (écoles, centres de santé, loisirs, etc.), ou encore la diversité des modes d'intégration économique (emplois formels et informels, privé/public, revenus, etc.) et leurs répercussions sur la ville. De façon plus générale, les conséquences de cet ensemble de facteurs ainsi que les formes de gouvernance et de planification urbaines, sont au cours de la réflexion du CRAPU tant en termes de disparités socio-économiques et de pauvreté, que de fragmentation des espaces urbains et péri-urbains avec leur hinterland rural.

Thématiques de recherche

Les activités du laboratoire se déclinent en trois axes de recherche :

AXE 1 : **Urbanisation et ville durable** :

« *Comment équilibrer le développement territorial, environnemental, économique et social (en lien avec les Objectifs de Développement Durable (ODD) 2030) »*

(Coordination : Pr. Jean-Claude **BOLAY**)

AXE 2 : **Aménagement urbain, gouvernance et planification** *:*

« *Quelles politiques, dans quel cadre et pour quelles actions »*

(Coordination : Pr. Pascal **SAFFACHE** ; Dr Abigaïl-Laure **KERN**)

AXE 3 : **Infrastructures et services urbains** :

« Quelles priorités en termes de constructions et quelles conditions d'accès (technologies appropriées pour une ville inclusive) »

(Coordination : Pr. Evens **EMMANUEL**; Dr Anie **BRAS**)

Ces axes de recherche sont complémentaires les uns des autres. Les activités de recherche fondamentale alimentent en continu les bases de données et les séminaires de formation. Dans le même temps, les chercheurs puisent dans les bases de données et réagissent face aux besoins de formation et aux demandes des institutions locales. Dans cette optique, chaque coordonnateur réalise un programme de travail selon le thème de son axe défini, en symbiose avec les objectifs de l'équipe associée.

Domaines de compétences

- Études urbaines
- Aménagement du territoire
- Transport et mobilités
- Habitats
- Administration locale

Personnel du CRAPU

Dr Anie **BRAS**	Directrice
Dr Abigaïl-Laure **KERN**	Directrice-adjointe
Professeur Evens **EMMANUEL**	Chercheur associé
Professeur Jean-Claude **BOLAY**	Chercheur associé
Professeur Pascal **SAFFACHE**	Chercheur associé
Madame Yolette **JÉRÔME**	Doctorante
Mademoiselle Anne-Laurence **VERRET**	Doctorante
Madame Carline **DUVAL JOSEPH**	Doctorante
Monsieur Neptune **PRINCE**	Doctorant

Partenaires internationaux

École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), Suisse ; Université du Québec à Montréal (UQAM) Québec, Canada ; Université des Antilles (Pôle Martinique) ; Université de Paris 8, France.

Partenaires nationaux

Collège Doctoral d'Haïti (CDH), LADMA (ENS-UEH), CREGED, LAQUE.

Annexe 2 – Le Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement

Responsable : Dr Raulin Lincifort **CADET**
Courriel : raulin.cadet@uniq.edu.ht;
Téléphone : +509 39 45 32 95

Présentation du CREGED

Le Centre de Recherche en Gestion et en Economie du Développement (CREGED) est l'unique laboratoire en économie-gestion de l'Université Quisqueya (UniQ). Il a été créé au sein de la Faculté des Sciences Économiques et Administratives (FSEA) en mars 2001.

Le CREGED sert de point de rattache des programmes de maîtrise et de doctorat dans les domaines de la gestion et de l'économie de la FSEA. Evalué en janvier 2015 par une commission d'experts internationaux, le CREGED a été accueilli comme laboratoire associé au sein du Collège Doctoral d'Haïti.

Thématique centrale

La thématique centrale de recherche du CREGED porte sur « Les stratégies de croissance et de développement économiques ». Depuis 2015, le nouveau projet scientifique du CREGED vise à analyser, comprendre, modéliser les stratégies de développement mises en œuvre en Haïti et leurs conséquences socioéconomiques. Ses recherches comparent les stratégies mises en œuvre et argumentent des éventuelles stratégies alternatives pouvant aider au développement d'Haïti.

Axe de recherche

Les activités du CREGED sont réalisées autour de deux axes de recherche et d'un pôle d'expertise :

AXE 1 : Entrepreneuriat et innovation

Responsable : Dr Christophe **PROVIDENCE**

AXE 2 : Financement du développement

Responsable : Dr Raulin Lincifort **CADET**

Pôle d'expertise en économie-gestion

Domaines de compétences

Entrepreneuriat (privé, public, social, etc.)
Dynamiques d'innovation
Comportements socioéconomiques
Microfinance
Finance bancaire
Marchés financiers

Date des évaluations

Première évaluation : 2015
Prochaine évaluation : 2020

Partenaires nationaux

LAQUE
CRAPU
LASEJ
Universités Publiques en Région
Ministères et organismes internationaux

Partenaires internationaux

Cirad (France),
ART-Dev (France),
IRD (France)
Institut de Gestion de Rennes
Lille Economie Management

Contact

Email : creged@uniq.edu

Annexe 3 – ART-Dev - UMR 5281

Responsable : Pr David **GIBAND**
Courriel : davidlgiband@gmail.com
ART-Dev - UMR 5281
Université Montpellier Paul Valéry
Site Saint-Charles
Route de Mende
34199 Montpellier cedex 5
Tél./Fax : +33 4 11 75 71 07

Présentation de l'ART-DEV

L'Unité Mixte de Recherche (UMR) Acteurs, Ressources et Territoires dans le Développement (ART-Dev) est une unité de recherche rattachée au Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) en France. Créée en 2011, elle est placée sous la tutelle de cinq organismes :

- CNRS IN-SHS
- Université Paul Valéry Montpellier 3
- CIRAD
- Université Montpellier
- Université de Perpignan Via-Domitia.

Thématique de recherche

L'unité ART-Dev développe des recherches sur les reconfigurations des territoires tant du point de vue économique, politique et social, en mettant en relation à la fois dynamiques de globalisation et dynamiques locales. Elle centre plus particulièrement l'analyse de ces reconfigurations sur la construction et la mobilisation par la diversité des acteurs d'un ensemble de ressources, d'ordre à la fois matériel et immatériel.

Axe de recherche

Un projet scientifique porté par trois axes de recherche et un programme transversal :

AXE 1 : Recompositions rurales et politiques publiques

Responsables : Jean-Michel **SOURISSEAU** (CIRAD), Véronique **ANCEY** (CIRAD), Pascal **CHEVALIER** (Université Montpellier III)

AXE 2 : Ressources naturelles et régulation environnementale

Responsables : Marie-Hélène **DABAT** (CIRAD), Stéphane **GHIOTTI** (CNRS), Francesco **RICCI** (Univ. Montpellier)

AXE 3 : Interfaces, ancrages et circulation dans la globalisation

Responsables : Sophie **MASSON** (Univ. Perpignan), Lucile **MEDINA** (Univ. Montpellier III), Denis **PESCHE** (CIRAD)

Programme transversal - Asymétries, action publique et jeux d'échelles

Responsables : Valérie **LAVAUD-LETILLEUIL** (Univ. Montpellier III), Philippe B**ONNAL** (CIRAD)

Domaines de compétences

L'unité privilégie les approches interdisciplinaires puisqu'elle regroupe essentiellement des géographes et des économistes, mais aussi des sociologues et des politologues.

Partenaires locaux

- PRES-UMSF de Montpellier/Languedoc-Roussillon, pôle « Territoires et développement durable » de la Maison des Sciences de l'Homme de Montpellier
- Agropolis International et Consortium Agronomique GCRAI, pôle « Sociétés et développement durable »
- Projet Idem (Institut des Méditerranées), fédération de recherche des équipes en sciences sociales et humaines de l'Université de Perpignan
- Partenariats de recherche et d'expertise à l'échelle régionale : conventions avec les collectivités territoriales (région, départements, communautés d'agglomération, etc.).

Partenaires nationaux

Réseaux institutionnels :

- GEMDEV (Groupement d'intérêt scientifique pour l'étude de la mondialisation et du développement)
- ARETHUSE (Association des rencontres économiques, thématiques des universités du Sud de l'Europe)
- IdA (Institut des Amériques)
- GDR 2524 CNRS Rés-Eau-Ville
- GIS Pôle Eau - IFR123 ILEE (Institut fédératif de recherche - Institut languedocien de recherche sur l'eau et l'environnement)

Sociétés savantes :

- ARF (Association des ruralistes français)
- SFER (Société française d'économie rurale)
- Société de géographie allemande

- CNFG (Comité national français de géographie)
- AFSP (Association française de science politique), etc.

Partenaires internationaux

Du fait de la diversité des terrains sur lesquels les membres de l'unité travaillent, ART-Dev est particulièrement impliquée à l'échelle internationale. À ce titre, elle dispose d'un large réseau de partenariats, en particulier en Amérique Latine, en Europe, au Maghreb et en Asie du Sud-Est. Parmi les partenariats les plus pérennes, l'unité affecte sept de ses chercheurs dans des Universités du Sud (Universités de Pretoria, de Rio de Janeiro, de Brasilia, du Costa Rica, de Ouagadougou) ou dans des centres de recherches (en Nouvelle-Calédonie). Par ailleurs, elle a des conventions actives, dont certaines sont en cours de montage avec des organismes de plusieurs pays (Lituanie, Italie, Allemagne, Argentine, etc.). Des partenariats moins structurels existent avec de nombreux autres organismes à l'étranger en lien avec les actions de recherche.

Les actions de recherche de l'ART-Dev en Haïti sont menées par le chercheur associé Bénédique PAUL, ainsi que par d'autres membres réalisant des missions courtes dans le pays.

Contact

Email : artdev@univ-montp3.fr

Annexe 4 – Institut Supérieur de Formation, de Recherche et d'Innovation en Éducation (Innoved-UniQ)

Responsable : Dr Marc **PROU**
Courriel : marepou@gmail.com
Téléphone : +509 34 35 36 70 / +509 48 76 92 04

Présentation de InnovEd

Créé en 2016, l'*Institut Supérieur de Formation, de Recherche et d'Innovation en Education* (InnovEd-UniQ), est une entité de l'Université Quisqueya dont la triple mission est d'intervenir au niveau de la formation continue des enseignants et du personnel administratif des écoles ; d'effectuer des recherches-action en éducation et de produire des matériels de support à l'enseignement apprentissage selon une approche innovante. Par ailleurs, la mise en place de l'Institut répond à une double nécessité : celle de relever le niveau et d'adapter le profil des agents éducatifs en général, dans la perspective d'améliorer la qualité de l'éducation en Haïti, d'une part ; et, d'autre part, celle de contribuer à la professionnalisation du corps enseignant, avec pour objectif ultime d'optimiser les performances actuelles de l'école haïtienne.

InnovEd-UniQ se positionne comme un acteur majeur dans le domaine du perfectionnement professionnel et fonde son action sur la philosophie selon laquelle l'amélioration de la qualité de l'éducation en Haïti passe spécifiquement par le développement professionnel, la recherche-action en éducation et la disponibilité de matériels appropriés pour l'enseignement/apprentissage.

1. **Formation continue et développement professionnel des enseignants**

Concrètement, au niveau de la formation continue et du développement professionnel des cadres de l'éducation, l'institut :

- Développe une offre globale de formation qualifiante, accréditée par le MENFP et qui tient compte des différents publics et des différents besoins en matière de formation et de développement professionnel. En ce sens, InnovEd met en place, avc d'autres partenaires, des réseaux d'écoles (dans les départements du Centre, de l'Artibonite et de l'Ouest) servant de modèles et de laboratoires expérimentaux, en vue de faciliter la mise en pratique des méthodes innovantes acquises par les enseignants dans le cadre des formations offertes.
- Conçoit, élabore et met en œuvre des modules de formation qui tiennent compte du background et de l'expérience pratique des personnels non-qualifiés, en s'appuyant sur le dispositif de validation des acquis de l'expérience mis au point par l'UniQ. Il s'agit de permettre à ces personnels d'acquérir ainsi le socle minimum de compétences indispensables à l'exercice du métier.
- Développe et offre des programmes de perfectionnement à l'intention des Directeurs d'établissements scolaires, des Conseillers pédagogiques et des Inspecteurs, aux niveaux préscolaire, fondamental et secondaire.

2. Recherche-Action

En matière de recherche, l'Institut :

- Valorise la recherche-action en soutien à ses activités de formation et de production de matériels pédagogiques. En ce sens, elle développe des partenariats avec d'autres institutions, dont le MENFP, le Wood and Daad Foundation de la Hollande et l'USAID, notamment.
- Entreprend et développe des activités de recherche et de diffusion des bonnes pratiques, en priorisant la recherche appliquée axée sur la qualité et l'innovation pédagogique.

Actuellement, InnovEd réalise une étude (s'étendant sur deux ans) sur le thème de l'enseignement et apprentissage de la lecture au niveau de l'école fondamentale en Haïti dans le cadre d'un partenariat UniQ-MENFP-USAID.

3. Programme d'études et de conception de matériels didactiques

Au niveau du laboratoire innovation et production de matériels pédagogiques, l'InnovEd :

- Développe, produit et diffuse, en partenariat avec d'autres institutions dont le Blue Butterfly Collaborative (BBC), des matériels pédagogiques et des supports didactiques, pour accompagner et renforcer le processus enseignement/apprentissage, au niveau de l'école fondamentale, notamment.
- Entend contribuer à l'amélioration de la qualité de l'éducation à travers les matériels qui équiperont les professeurs et élèves des écoles haïtiennes.

Personnels

Marc E. **PROU**, Ph.D. Directeur, spécialiste en curriculum scolaire ;

Sara **WOLF**, M.A., Directrice de Programmes, Spécialiste en éducation ;

Anna **REEVE**, M.A., Coordonnatrice de la section formation et développement professionnel, spécialiste en éducation ;

William **MICHEL**, M.A., Chercheur, spécialiste en suivi et évaluation

Francklin **BENJAMIN**, Ph.D., Chercheur-analyste en éducation, spécialiste en conseil et ingénierie de l'éducation,

Patrick **CHARLES**, Ph.D., Chercheur, spécialiste en psychométrie

Annexe 5 – Centre d'Études et de Recherche sur l'Éducation (CERED)

Responsables : Marcel **PARIAT** (directeur)
E-mail : pariat@u-pec.fr
Pierre Eddy **CESAR** (directeur adjoint)
E-mail : lebergerhaiti@yahoo.fr

Présentation du CERED

Le Centre d'Études et de Recherche **s**ur l'Éducation est constitué d'une équipe d'enseignants et de chercheurs en éducation et formation de la Faculté des sciences de l'éducation de l'Université Quisqueya. Il accueille aussi des doctorants, y compris en cotutelle de thèse, des titulaires d'un master, et des étudiants en cours de master en double diplôme, celui-ci étant adossé au CERED. Enfin, il entretient des liens privilégiés à travers des programmes centrés sur l'innovation pédagogique avec Innoved, ou encore sur l'éducation et la formation comparées (Haïti et République Dominicaine) avec l'OBMEC.

Le CERED offre un espace au sein duquel l'objectif est de produire une analyse et des réflexions sur des questions vives d'éducation et de formation en Haïti, dans le but d'apporter une aide à la décision politique en éducation et formation.

Outre l'implication dans la vie scientifique et l'interagir avec d'autres équipes de recherche, ainsi qu'avec des acteurs haïtiens, l'ambition est de conduire des travaux d'études et de recherches et d'en assurer la plus large diffusion sur le plan national, régional et international.

Dans cette perspective, le CERED organise des séminaires, journées d'études, colloques, au cours desquels des chercheurs extérieurs peuvent être sollicités afin de venir présenter leurs travaux, et il anime les formations doctorales relevant de ses champs de compétences.

L'équipe du CERED s'intéresse plus particulièrement aux questions relatives à la professionnalisation, à l'innovation et à la transformation des pratiques éducatives en tant que leviers du développement. Et, cela résonne avec de multiples interrogations relatives aux politiques d'éducation et de formation en Haïti : pourquoi de tels écarts entre le politique et le terrain en matière d'éducation ? Quel est le poids et le rôle des acteurs publics et des acteurs privés en matière d'éducation et de formation en Haïti ? Qui fait la politique d'éducation et de formation en Haïti ? Autant de questions que l'équipe du CERED appréhende à travers un questionnement dans une perspective croisée au moyen de quatre axes thématiques:

AXE 1 : Compétences et professionnalité(s)

(Coordination : Francklin **BENJAMIN** et Aurore **DALENCOURT**)

En écho à la problématique du développement, en Haïti, la question des compétences et de la professionnalité fait émerger en priorité le phénomène de la récurrence tant de la pauvreté que de la non qualification des ressources. Aussi, l'intention est-elle, après avoir raté les Objectifs du Millénaire pour le Développement, alors que l'Unesco fondait l'après 2015 sur l'éducation durable comme base du développement (Unesco, 2014), de comprendre les fondamentaux de cette récurrence pour proposer des modèles appropriés en réponse. Comment, dans ce contexte, garantir ce développe-

ment durable par l'éducation pour atteindre les objectifs de l'après 2015, quand la professionnalité dans le système éducatif haïtien est faible? Quelles sont les leçons d'apprentissages à tirer de la première expérience?

L'entrée privilégiée est celle de l'identification des prérequis et des compétences pour être reconnu en tant qu'enseignant qualifié.

AXE 2 : Innovation(s) pédagogique(s) et éducative(s)

(Coordination : Pierre Eddy **CESAR** et Pierre Bredy **ETIENNE)**

L'innovation pédagogique anime au quotidien les enseignants et les éducateurs qui se mobilisent en vue de la réussite des apprenants, quel que soit leur âge et leur niveau d'acquisition. Dans ce but, elle vise à favoriser chez eux une prise de confiance, un accès à l'autonomie et à la responsabilité tant individuelle que collective dans le respect des valeurs de la société dans laquelle ils évoluent. Néanmoins, l'innovation pédagogique, ne se caractérise-t-elle pas aussi par une ambition qui est celle de refonder l'école et les dispositifs d'éducation et de formation tout au long de la vie pour permettre l'accès à un droit à l'éducation et à la formation pour tous, quelles que soient les catégories sociales et professionnelles de référence, dans un souci d'égalité de tous ? Aussi, cela renvoie-t-il à l'épistémologie de la pédagogie, au sens où l'entend Meirieu (2014).

L'entrée privilégiée est celle des innovations dans le champ des pratiques éducatives.

AXE 3 : Apprentissage expérientiel

(Coordination : Pascal **LAFONT** et Obrillant **DAMUS**)

Aborder la question des apprentissages expérientiels dans le champ de l'éducation relève de plusieurs défis auxquels sont confrontées tant les communautés scientifiques qu'éducatives. Quelles distinctions peuvent s'opérer entre les apprentissages expérientiels et leur reconnaissance académique et sociale ? Les apprentissages expérientiels peuvent conduire à une distinction selon une vision de l'apprentissage par expérimentation pragmatique (Linderman, 1926 ; Dewey, 1938 ; Rogers, Kolb, 1984 ; Mezirow, 2001) d'une part, et selon une autre qui vise avant tout la formation de l'identité de la personne à travers ce qu'elle a réalisé d'autre part. En ce sens, les processus d'apprentissage expérientiel paraissent se réaliser au regard de l'expérience dans sa double utilité, agir efficacement et se structurer soi-même.

L'entrée privilégiée est celle du questionnement sur l'évaluation informelle en référence à la formation professionnelle, à la pédagogie, et à l'évaluation.

AXE 4 : Politique(s) éducative(s)

(Coordination : Kenchina **LAJOIE** et Marcel **PARIAT**)

La question des politiques éducatives interroge le rôle de l'école tout comme celui des dispositifs d'éducation et de formation. Comment l'institution et ses acteurs, traduisent-ils les décisions politiques ? Quelles sont les influences des différents types d'acteurs sur le cours des politiques d'éducation et de formation ? Et, comment s'appliquent les réformes ? Ces différentes interrogations ne conduisent-elles pas à infléchir les orientations et la nature des actions envisagées en fonction,

non seulement des choix politiques, mais aussi des types de publics visés ?

Les orientations des politiques éducatives diffèrent en fonction des contextes juridiques et sociopolitiques des pays, et semblent notamment résonner en fonction de la notion d'Etat fort ou d'Etat faible.

L'analyse des valeurs et des idées qui orientent les choix éducatifs s'impose, en particulier au travers de ce qui sous-tend les finalités de l'école (Chapelle, 2004), des dispositifs d'éducation et de formation tout au long de la vie. Aussi, convient-il de se questionner sur leurs traductions politiques et institutionnelles, sur les circuits de décision et le rôle des acteurs (Etat, enseignants, administration, experts, ...), tout autant que sur leurs conditions de leur application (Kahn, 2004) et l'évaluation de leurs effets (Aubane, 2004).

Dans le cadre de la 30ème Conférence annuelle de la Haitian Studies Association (HSA), organisée à l'Université Quisqueya à Port-au-Prince les 8, 9 et 10 novembre 2018, le CERED est représenté par plusieurs enseignants et chercheurs en sciences de l'éducation, notamment par Francklin BENJAMIN, qui se fera l'écho des centres d'intérêts de ses membres.

———

Pour s'inscrire au Congrès : ctrl+clic pour accéder au lien

Université Quisqueya

208, avenue Jean-Paul II

Haut de Turgeau

Port-au-Prince, Haïti

Adresse internet : www.uniq.edu.ht

Conception générale :

Prof. Evens EMMANUEL

Vice-Recteur à la Recherche et à l'Innovation

Réalisation :

Presses de l'Université Quisqueya

PressUniQ

Relecture et mise en page : Alain SAUVAL

Photos : Johane Jasmine FLORESTIL

ISBN : 978-99970-79-04-6